



COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONFÉRENCE SALARIALE DU 27 FÉVRIER 2020

Non à la retraite universelle par points Oui à l'augmentation générale des salaires

La conférence salariale 2020 se tiendra alors qu'une mobilisation historique à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, SOLIDAIRES, FSU, MNL, UNEF et UNL, se poursuit, pour exiger le retrait du projet de réforme de retraite par points.

Pour nos organisations CGT, FO et Solidaires, le projet de « système universel de retraites par points » porté par le gouvernement actuel n'est ni plus ni moins qu'une attaque sans précédent contre la Sécurité Sociale, basée sur la solidarité. Le mouvement ouvrier l'a construite, conquise et ce gouvernement voudrait balayer en quelques semaines les acquis de plus d'un siècle de luttes sociales ! Nous ne nous laisserons pas faire !

La Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) pour 2020 conforte une logique que nos organisations rejettent depuis toujours : à savoir son contrôle par l'État.

Ultime provocation de ce gouvernement : les métiers du secteur ne seraient pas concernés par la pénibilité ! Comment peut-on s'imaginer aide-soignant-e jusqu'à 64 ans ?! En EHPAD ?! À l'hôpital ?! Éducateur-riche spécialisé-e en MECS, en protection de l'enfance ?! Dans l'Aide à domicile ?! Comment ?! C'en est assez du mépris.

Faut-il le rappeler, la Sécurité Sociale est le financeur principal du secteur social, médico-social, tout comme pour la santé. Comment ne pas s'insurger contre la cure d'austérité que subit notre secteur depuis des années alors même qu'en 2019 les allègements généraux et le versement du CICE auront coûté près de 52 milliards d'euros, que les revenus du CAC 40 s'élèvent à plus de 60 milliards d'euros.

Alors même que 5 milliards d'euros de nouvelles exonérations ne seront pas compensés en 2020
Alors même que son déficit est organisé par un gouvernement qui n'a de cesse de casser notre système de protection sociale par la baisse accrue des cotisations sociales, dans le but de la livrer sur un plateau aux appétits d'intérêts privés (Assurances, Fonds de Pensions...).

Alors même que la TVA, impôt injuste s'il en est, est devenu la troisième source de financement de la Sécurité Sociale.

Alors même que la moitié des recettes sont aujourd'hui des produits fiscaux !

Ces choix politiques sont la cause de la dégradation des conditions de travail, des conditions d'accueil, du non-remplacement de salarié-e-s et d'un niveau de salaire indigne des professionnel-le-s du secteur. Les conséquences inéluctables sont l'aggravation de la souffrance au travail, la déqualification par le recours aux « faisant fonctions » et « l'ubérisation » du travail social.

Plutôt que de financer le secteur à hauteur des besoins et d'augmenter les salaires, les employeurs et le gouvernement tentent de nous faire croire que la solution serait la fusion des Conventions Collectives Nationales de Travail. Le projet de rapport RAMAIN, rendu public il y a peu, est en ce sens exemplaire : permettre de réduire, à marche forcée, le nombre de branches à moins de 100. Sans moyens supplémentaires, ces nouvelles branches ne vont qu'accroître la précarisation d'un secteur déjà à l'agonie.

Pour la CGT, FO et Solidaires ces choix fragilisent encore davantage les droits collectifs des salarié-e-s et mettent en péril les Conventions Collectives existantes.

C'est pour ces raisons que nous ne nourrissons aucune illusion quant aux annonces qui seront faites lors de la conférence salariale et que nous nous refusons d'être caution de cette mascarade. Nous refusons d'être caution d'un gouvernement qui reste sourd à nos revendications et laisse sur le carreau les plus vulnérables.

Nos organisations s'opposent à ces politiques d'austérité aux conséquences humaines et sociales dramatiques et s'opposent au blocage des salaires qui augmentent chaque année le nombre des coefficients de salaire du secteur sous le SMIC.

Nous réaffirmons notre attachement à la liberté de négocier et dénonçons le principe des financements contraints qui musèlent les organisations syndicales.

L'intersyndicale CGT, FO et Solidaires revendiquent l'amélioration des conditions de travail et d'accueil par :

- L'augmentation immédiate des valeurs du point des CCNT du secteur
- Le maintien et l'amélioration des CCNT existantes
- L'augmentation des moyens humains
- Des moyens à la hauteur des besoins
- L'abandon pur et simple du projet de réforme des retraites

Pour tout contact:

- **Union Fédérale Action Sociale CGT:** Xavier GUILLOT Mel: ufas@sante.cgt.fr – Tél. : 06 33 91 47 92
- **Union Fédérale Santé Privée CGT:** Dominique CHAVE Mel: ufsp@sante.cgt.fr – Tél : 07 84 33 10 27
- **Fédération Nationale de l'Action Sociale (FNAS) FO:** Pascal CORBEX Mel: lafnas@fnasfo.fr – Tél. : 06 61 12 65 20
- **Fédération des Services Publics et de Santé FO:** Franck HOULGATTE Mel : secretariat@unsfo.org - Tél : 06 12 25 94 25
- **SUD :** Isabelle CHEVALLIER-BOURELY Mel : contact@sudsantesociaux.org & icb@sudsantesociaux.org – Tél. : 06 03 11 94 31